

Vétusté du Centre des impôts Ils craignent l'électrocution



Les agents du Centre des finances publiques de Sarlat ont tenu une conférence de presse lundi 14 octobre (Photo GB)

Situé avenue de Selves, le Centre des finances publiques de Sarlat a été construit et inauguré en 1989. Au départ propriété de la commune, il a été rétrocédé au ministère des Finances en 2008 pour l'euro symbolique. Environ soixante-dix personnes travaillent dans le site, au sein de trois services : impôts des entreprises, des particuliers et de la publicité foncière (ex-conservation des hypothèques).

Selon les personnels, le bâtiment est insalubre. Avec le soutien du syndicat CGT, ils ont organisé une conférence de presse le lundi 14 octobre devant le centre. La direction générale des Finances publiques ne prendrait pas ses responsabilités : elle ne fait pas procéder aux travaux nécessaires au bon fonctionnement du service et à la sécurité des agents et des contribuables accueillis. Le coût du chantier serait d'environ 300 000 € minimum, mais l'enveloppe allouée ne s'élèverait qu'à 50 000 €.

Les impôts manquent d'argent.

La proximité entre l'eau, les prises électriques et les câblages du réseau informatique est au centre des inquiétudes. " Dès qu'il pleut, l'eau s'infiltré sous les fenêtres et coule jusqu'au sol, décrit Olivier Darrin, secrétaire départemental de la CGT Finances. Les collègues ramènent des seaux et des serpillères pour éviter de se retrouver électrocutés. Rappelons que de par la loi l'employeur est le garant de la santé physique et mentale de ses employés. Nous nous demandons ce que ce bâtiment va devenir... " " Nous dénonçons souvent ces fuites au niveau des ouvrants, précise un agent sarladais. Un autre exemple : suite aux pluies survenues le week-end dernier, deux ordinateurs ne marchent plus. "

Le directeur du service des impôts aux particuliers, Philippe Le Gallo, précise que des travaux sont programmés. Mais il confirme que les ambitieuses réparations envisagées

au départ ne seront pas effectuées car le financement n'est pas à la hauteur. Patricia Machefer, responsable du service de la publicité foncière, avance qu'ils commenceront le 28 octobre et se termineront le 18 novembre. Mais il y a d'autres problèmes : fissures murales, défaillance du système de sécurité incendie, notamment.

Le budget des services des finances publiques, en constante diminution, est au cœur du problème. Par contre, est en augmentation la souffrance au travail des fonctionnaires, lesquels sont confrontés, selon la CGT, à une pression accrue causée aussi par les suppressions d'emploi régulières et les dernières réformes fiscales.

GB